

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées



BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin - 31070 TOULOUSE cedex **OCTOBRE 1996**

N° 109

ENSEMBLE

CONSTRUISONS

L'ACTION NATIONALE

ET UNITAIRE

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

3125 East 57th Street
Chicago, Illinois 60637

Call (773) 763-7231 for more information
or visit our website at <http://www.lib.uchicago.edu>

UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

3125 East 57th Street

Chicago, Illinois 60637

Call (773) 763-7231 for more information
or visit our website at <http://www.lib.uchicago.edu>

Aux organisations C.G.T de Midi-Pyrénées.

***D**epuis plusieurs mois notre secrétaire régional connaît des problèmes de santé, l'empêchant d'exercer normalement son activité sans que l'on puisse indiquer la durée de son absence.*

Pendant ces quelques semaines le secrétariat régional a donc assuré l'essentiel des tâches quotidiennes inhérentes à l'activité régionale. Il l'a fait en assurant pleinement son rôle d'exécutif, dans un contexte particulièrement marqué par la montée des enjeux pour notre région, dans des secteurs industriels, décisifs notamment :

- ◆ Abandons et restructurations sans précédent dans les établissements de la défense nationale, liée à la réforme imposée par le président de la république.*
- ◆ La poursuite des restructurations dans l'aéronautique comme dans le secteur du papier, et dans l'ensemble du secteur industriel.*

*C'est donc en pleine conscience de ces enjeux que le Comité Régional de Midi-Pyrénées réuni le 26 septembre en présence de Georges. LANOUE pour la confédération, a estimé nécessaire de procéder au remplacement temporaire du secrétaire régional durant sa maladie. **Il a désigné pour assurer cette responsabilité Martine BERNARD, qu'il a chargé avec le secrétariat régional, et les unions départementales d'animer, de coordonner et d'impulser la poursuite de l'activité régionale en Midi-Pyrénées.***

Le Secrétariat Régional.

COMITÉ RÉGIONAL DU 26 SEPTEMBRE 1996
RAPPORT DU SECRETARIAT PRÉSENTÉ PAR M. BERNARD

Extraits...

Aujourd'hui, si la question est posée d'assurer le remplacement temporaire du Secrétaire Régional durant sa maladie, c'est bien au regard des enjeux auxquels est confrontée la Région C.G.T. Quelques éléments de réflexion pour en prendre la dimension :

Il ne s'agit pas de reprendre les éléments d'analyse de la situation qu'a donné la C.G.T en cette rentrée que tout le monde connaît, mais de voir en quoi et comment le Comité Régional peut contribuer au nécessaire effort de tous pour élargir la mobilisation et créer les conditions d'un rapport de forces et du développement des luttes.

Et ce sur des questions d'intérêt régional. Par exemple la destruction de l'emploi industriel frappe de plein fouet notre région, notamment les départements de la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées, des villes comme Tarbes et Toulouse, autour des restructurations opérées dans la défense, l'aéronautique, sont terriblement touchées.

◆ En lien avec le questionnement de la C.E confédérale, le Comité Régional C.G.T n'a-t-il pas à réfléchir à des initiatives sur cette question de l'emploi industriel et ce qui porte autour ?

◆ N'est-ce-pas la manière dont la Région peut jouer véritablement son rôle, partant de sa spécificité et rejoignant les questions d'ensemble, celle de la bataille pour l'emploi solidaire.

D'autant plus que nous ne partons pas de rien sur ces questions défense-aéronautique/diversification puisqu'une réunion régionale en mai s'est tenue avec FNTE-FTM, leurs syndicats respectifs, la confédération, le Comité Régional, les U.D .

◆ Au moment où se prépare la marche sur Paris le 12 octobre 1996 à l'appel des deux fédérations, n'est-ce-pas le moyen de s'inscrire pleinement dans cet appel comme nous y sommes invités ? N'y aurait-il pas à concrétiser la décision prise de l'édition d'un journal 4 pages ?

Autre question liée à l'industrie, celle de la reconversion industrielle et les mesures d'accompagnement à la casse de nos secteurs décisifs, telles que gouvernement, élus, patronat les posent notamment à Tarbes.

◆ Sur la question, il existe en Midi-Pyrénées une expérience, un vécu, des bilans d'ailleurs révélateurs de l'échec des politiques d'accompagnement qui

ont été menées dans le Tarn et l'Aveyron.

- ◆ N'y'a-t-il pas à réfléchir au niveau de la région prenant appui sur ces expériences pour poser publiquement la nécessité d'autres choix ? Cela concerne-t-il uniquement les HP ?

Toujours sur les questions de l'industrie, nous sommes sollicités par les syndicats Boyé et la Fédération du textile pour participer à des Assises Régionales regroupant les différents établissements ainsi que les deux régions : Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, les syndicats concernés par les fabrications, les U.L respectives le 15 octobre 1996 à Toulouse. Cela illustre les coopérations nécessaires et possibles.

Transports : Le Comité Régional ne renonce pas à son objectif de transfert de la gestion du réseau régional SNCF dans le cadre de l'expérimentation.

Les luttes des cheminots et le lien réalisé avec l'activité de la C.G.T au C.E.S.R avait mis en échec le Conseil Régional dans ses prétentions en décembre.

N'y'a-t-il pas à travailler à de nouvelles coopérations avec les cheminots et au-delà pour faire reculer ces choix néfastes. Proposition d'un courrier groupe C.G.T/C.E.S.R et du secteur des cheminots est faite, mais cela suffit-il ? Question permanence, activité, démarche.

Manifestation d'Aurillac du 16 novembre 1996 : la volonté de la C.G.T est d'en faire une manifestation de masse, partant des réalités et des aspirations des salariés, des populations concernées.

Manifestation de dimension nationale c'est-à-dire qui résonne et qui pose les questions qui sont au coeur de nos départements, localités, région, celles du développement économique, des services publics de la ruralité notamment. Nous sommes concernés et ne devons pas nous résoudre à une participation formelle des départements limitrophes par exemple le Lot et l'Aveyron, les fédérations sont engagées, voir professions.

.../...

Je n'ai pris que ces seuls exemples liés à l'actualité régionale immédiate et qui nécessite nous semble-t-il un déploiement de l'activité régionale sur son créneau propre sachant que nous évoluons dans un contexte d'ensemble marqué par les luttes des professions :

- ◆ Enseignants, retraités, FP, et bien d'autres encore,
- ◆ La perspective d'une initiative confédérale fin octobre début novembre telle que discutée lors des réunions téléphonées avec l'ensemble des U.D.

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA C.G.T DU 3 OCTOBRE 96

**DANS LES LUTTES UNITAIRES D'OCTOBRE, TOUS ENSEMBLE,
CONSTRUISONS UNE PUISSANTE INITIATIVE D'ACTION NATIONALE
INTER-PROFESSIONNELLE UNITAIRE POUR DÉBUT NOVEMBRE**

Très nombreux sont aujourd'hui les salariés, les retraités, les privés d'emploi et les jeunes qui expriment inquiétude, mécontentement et rejet des choix politiques et patronaux.

Tous les sacrifices qui leur ont été imposés depuis plusieurs années, débouchent sur l'aggravation du chômage, le développement de la précarité et du travail non déclaré, le recul du pouvoir d'achat des salaires, pensions et prestations sociales, la remise en cause des droits sociaux, le développement de l'exclusion et de la misère.

Aucun secteur de l'économie, aucune entreprise, aucune région, aucun département n'échappe aux méfaits des restructurations. La mise en pièce des garanties collectives se poursuit. Le Service Public, L'administration, leurs missions, le statut de leurs agents font l'objet de remises en cause qui se répercutent sur la vie quotidienne de chacune et chacun.

L'idée grandit partout de la nécessité de modifier la situation et de faire triompher d'autres choix.

La multiplication de luttes locales et professionnelles le plus souvent unitaires, en est la preuve. Les luttes de l'été et la

mobilisation pour la régularisation des «sans papiers», la puissante grève unitaire des enseignants le 30 septembre, témoignent d'une combativité qui grandit.

L'action nationale des salariés du secteur semi-public, économique et financier du 10, la marche des salariés des industries de l'armement du 12 octobre, les mobilisations des fonctionnaires, des cheminots et des agents d'EDF-GDF du 17 la journée d'action pour les retraités du 22 et l'action des salariés du textile du 30, toutes unitaires, sont autant de signes d'une réelle aspiration à un rapport de forces qui permette de se faire entendre pour obtenir.:

Un moratoire sur les suppressions d'emploi - imposer des créations d'emplois stables et garantis - défendre et améliorer le service public - obtenir la revalorisation des salaires, des pensions et des prestations sociales - réduire le temps de travail par une loi-cadre imposant à toutes les entreprises 35 heures sans perte de salaire et obtenir la retraite à taux plein à 37,5 annuités et une meilleure protection sociale.

Chacune de ces actions va permettre à un grand nombre de salariés, de privés d'emploi, de retraités, d'exprimer leur colère et leur exigence de voir leurs

revendications aboutir. Les organisations de la C.G.T sont pleinement engagées pour en assurer le succès.

Ces différentes actions sont autant de points d'appui solides pour construire, avec les salariés du public et du privé, les privés d'emploi, les précaires, les retraités, un mouvement plus large, plus fort, plus conscient pour lequel la C.G.T est prête à assumer ses responsabilités au fur et à mesure de son développement.

Elle appelle l'ensemble des salariés à agir partout, sans attendre, pour construire et favoriser toutes les solidarités, convergences et démarches unitaires nécessaires. L'unité pour les revendications est une bataille essentielle de chaque instant

et chaque salarié doit s'en sentir pleinement partie prenante.

Afin de prolonger et d'élargir les luttes unitaires, de leur ouvrir une perspective attendue avec l'ensemble des secteurs, privé, public et nationalisé, la C.G.T propose aux salariés, privés d'emploi, retraités et à toutes les organisations syndicales, de s'engager dans la préparation d'une puissante initiative nationale d'action unitaire et interprofessionnelle pour le début du mois de novembre.

ELLE INVITE TOUTES SES ORGANISATIONS
À TRAVAILLER DANS CE SENS.

Emploi industriel

la relance est possible

**Le plein emploi pour tous.
Le SMIC à 8 500 F.**

TEXTILE : ASSISES POUR L'EMPLOI LE 15 OCTOBRE 1996

QUELLES MESURES CONCRÈTES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DANS LA FILIÈRE TEXTILE HABILLEMENT CUIR ADMINISTRATIVE ET MILITAIRE

Le patronat du Textile - Habillement - Cuir mène une politique de casse de l'emploi dans l'ensemble de la production. Pour développer son profit, il ferme beaucoup d'entreprises et fait fabriquer sa production à l'étranger. Des milliers de tissus, de vêtements, de chaussures sont délocalisés..

En ce qui concerne les vêtements administratifs (Poste, France Télécom, EDF, Police, Equipement, SNCF, RATP) ou l'Armée, 600 000 soldats sont habillés une grande partie est fabriquée à l'étranger et cela, avec l'aval du gouvernement.

Le gouvernement cautionne la casse de ces emplois et accepte que les deniers de l'état c'est-à-dire nos impôts, servent aux entreprises qui délocalisent, pour lui cela est normal.

Nous ne pouvons accepter une telle situation, le gouvernement doit donner l'exemple et imposer que les vêtements administratifs et militaires soient fabriqués en France.

Il doit aussi être beaucoup plus exigeant sur les cadeaux faits aux entreprises. Pour «sauver» les entreprises Textile - Habillement - Cuir, le gouvernement vient d'accorder l'allégement de la totalité des charges sociales patronales jusqu'à 1.5 fois le SMIC sans aucune contrepartie.

Aujourd'hui, les plans de licenciements ou les menaces sont repartis de plus belle dans l'ensemble de nos industries, menaces aussi sur la production administrative et militaire (P. Boyé, Biderman).

Les salariés n'acceptent pas cette situation, des luttes se déroulent avec succès chez Myris, Bally, Boyé et bien d'autres pour imposer le maintien et le développement de l'emploi en France.

Pour que le gouvernement prenne des dispositions afin que le projet de loi anti-délocalisation déposé à l'Assemblée Nationale, vienne en débat, nous invitons l'ensemble de la population à venir en débattre avec les salariés de P. Boyé le 15 octobre prochain, pour que la production administrative et militaire soit faite en France et pour l'emploi.

DÉCLARATION DU COMITÉ RÉGIONAL C.G.T MIDI-PYRENEES

Dans le prolongement de la rencontre des syndicats de la défense, ceux de la métallurgie, des fédérations respectives et de la confédération, qui s'est tenue en Midi-Pyrénées, le Comité Régional C.G.T exprime son soutien à la *MARCHE NATIONALE SUR PARIS* à l'appel des fédérations C.G.T - CFDT - CFTC - CGC - Autonomes, des salariés des industries de la défense et de la sous-traitance à l'appel de leurs organisations syndicales.

En effet, plusieurs centaines de salariés, marcheront sur Paris le 12 octobre 1996 venus des départements des Hautes-Pyrénées, de Haute-Garonne et du Lot notamment. Ils exprimeront leur hostilité aux décisions du Président de la République concernant la défense nationale, les industries de défense qui lui sont liées, qu'elles dépendent du secteur d'état, ou de la métallurgie, comme l'aéronautique, le spatial, l'électronique, la mécanique avec leurs sous-traitants.

- Ils l'exprimeront avec d'autant plus de force qu'ils agissent ensemble dans des luttes massives et unitaires depuis plusieurs mois.
- Ils l'expriment avec ténacité tant les choix qui sont faits, détruisent leur emploi, leur vie, les atouts décisifs pour Midi-Pyrénées, dans le secteur industriel, les PME, PMI, les sous-traitants, les localités, les départements. Un secteur industriel qui représente 15 % de l'appareil productif de notre région.
- Ils l'exprimeront dans l'unité la plus large réalisée, mais aussi en convergence avec les salariés d'autres professions comme le textile (Boyé à Toulouse), la métallurgie, et un large soutien des familles, des populations.
- Cette marche sur Paris exprimera l'exigence d'autres choix possibles, nécessaires pour le plein-emploi, le développement de nos industries, la souveraineté de notre pays.
- Elle marquera le refus des fausses solutions, celles des mesures d'accompagnement de cette politique au travers des fonds de reconversion. Mesures déjà appliquées à l'industrie en Midi-Pyrénées à Decazeville, à Carmaux dont les bilans sont révélateurs de l'échec de cette politique.

Cette lutte, celle de la Fonction publique le 17 octobre 1996 comme beaucoup d'autres participent de manière active à la préparation d'une initiative nationale interprofessionnelle, plus que jamais nécessaire !

Toulouse, le 8 octobre 1996.

MARCHE POUR UN VRAI BOULOT CARMAUX - ALBI

Le samedi 28 septembre 1996, près de 500 personnes ont marché pendant 16 km entre Carmaux et Albi sur la RN 8. Ces marcheurs ont effectué le trajet exact emprunté par les verriers de Carmaux en 1896 lorsqu'ils sont partis, à la suite d'un conflit célèbre de quatre mois, pour construire leur verrerie à Albi.

C'était donc le centenaire de cette marche, mais c'était surtout la marche de 1996 pour « piétiner le chômage », et exiger un « vrai boulot ».

parmi les 500 marcheurs on a remarqué, bien sûr les verriers d'Albi en tête et en forte délégation, mais aussi les salariés de la plupart des entreprises privées du département, telles que RPS Média, le Bon Sauveur, Renault-Automation, Eternit, des entreprises du textile de Castres-Mazamet et la Vallée du Thoré, de la mégisserie à Graulhet, etc... le secteur public également était bien représenté, PTT, EDF-GDF, les cheminots, l'Équipement se sont particulièrement mis en évidence à partir de leur propre situation sur les questions et d'effectif en particulier.

Mais il y avait plusieurs dizaine de chômeurs, notamment sous l'impulsion du Comité pour le droit au travail de l'union locale C.G.T d'Albi.

Cette initiative départementale s'inscrit dans un processus qui consiste à faire converger toutes les actions avec les salariés de tous les secteurs, actifs, retraités, et privés d'emploi.

Elle constitue un point d'appui pour la journée d'action pour la défense du service public le 17 octobre 1996 et pour toutes les actions futures.



ECOLE, L'AFFAIRE DE CHACUN(E) !

La décision de supprimer 5000 postes dans les collèges est une nouvelle étape dans la politique gouvernementale. Le gouvernement affirmait haut et fort qu'il accordait «la priorité à l'éducation nationale», tout en appliquant en douce sa politique de réduction des moyens. Maintenant, il veut montrer que même l'enseignement est soumis, comme tout le reste de la fonction publique, à la politique de «réduction des dépenses publiques». Car en période de crise, il faut bien faire des économies sur tout le superflu, le «gras» comme ils disent : le droit à la santé, à l'éducation, à la formation, à un travail et à un salaire décent. Il le faut bien, pour pouvoir distribuer de plus en plus de milliards directement dans la poche du patronat, sous couvert de «lutte pour l'emploi».

Alors, on dégraisse, et vite. Bien avant la rentrée et sans attendre les décisions budgétaires pour 97, l'éducation nationale licencie des milliers de maîtres auxiliaires. **Dans l'académie de Toulouse, 450 des 1200 MA recensés sont sans travail et plusieurs centaines de ceux qui sont réemployés le sont à temps partiel ou sur des remplacements de plus ou moins longue durée.** D'autres sont nommés sur des postes de surveillants, en principe réservés à des étudiants qui doivent financer leurs études.

Dans ce contexte, les enseignants de la CGT ont organisé des assemblées de militants dès la fin du mois d'août pour préparer l'action. Ils ont été bien souvent à l'origine de rencontres intersyndicales pour préparer des initiatives unitaires. Les premiers jours de la rentrée dans le primaire, des assemblées générales ont eu lieu par école ou par secteur. Elles ont mis en avant des revendications fortes :

- ⊖ non aux fermetures de classes,
- ⊖ limitation de l'effectif à 25 élèves par classe (15 en petite section de maternelle),
- ⊖ création des postes nécessaires. Des écoles ont été occupées par les enseignants et les parents.

Le samedi 7 septembre, une manifestation d'enseignants et de parents d'élèves a été organisée dans les rues de Toulouse.

Plusieurs initiatives d'action se sont déroulées dans les jours suivants, tant les problèmes sont nombreux : classes surchargées, enseignements non assurés, heures supplémentaires imposées.

Les revendications apparaissent : transformations des nombreuses heures supplémentaires en postes pour pouvoir réemployer les auxiliaires au chômage, moyens supplémentaires pour pouvoir assurer les modules, les options, les dédoublements de classes indispensables à un enseignement de qualité.

La grève du 30 septembre a été suivie très largement (plus de 70%) et les manifestations, tant à Toulouse que dans les autres grandes villes de Midi-Pyrénées, ont été imposantes. Elle est considérée par les personnels comme une étape supplémentaire dans la mobilisation pour la journée d'action de la fonction publique. Car il est bien clair que pour mettre en échec la politique du pouvoir, il faudra bien plus que l'action des seuls enseignants, et même bien plus que celle de toute la fonction publique. Il faudra l'action déterminée de l'ensemble des salariés du pays, dans l'unité, pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Cette idée, seule la CGT est en mesure de la défendre dans le milieu enseignant. C'est dire l'importance que prennent les élections professionnelles du 12 décembre dans l'éducation nationale. La présence, l'audience et la représentativité de notre syndicalisme confédéré sont en jeu, dans l'enseignement comme dans toute la fonction publique. Et il faut que l'ensemble de la CGT prenne conscience de l'importance de l'enjeu.

POUR UN MASSIF CENTRAL VIVANT !

Tel est le mot d'ordre d'une campagne d'initiatives, de mobilisation, d'actions qu'à engagé la C.G.T avec les U.D et les régions concernées depuis de nombreux mois.

Une nouvelle étape est à l'ordre du jour par l'appel à une **manifestation à Aurillac le 16 novembre prochain**. Plusieurs régions Auvergne - Limousin - Languedoc-Roussillon - Rhône-Alpes - Midi-Pyrénées, ainsi que plusieurs professions Agro-alimentaire, Energie, SNCF, Services Publics, Equipement sont concernées et engagées dans la préparation de cette manifestation.

Pourquoi cette manifestation et sur quels thèmes ?

Le Massif Central représente une réalité géographique menacée de disparaître tant l'exode rural et la désertification ont fait des ravages dans le tissu économique, social. La volonté du gouvernement au travers de la loi d'aménagement du territoire et de la réforme de l'état est d'accentuer cette réalité en fermant à nouveau de nombreux services publics, bureau de poste, écoles, gares, subdivisions..., en réduisant les effectifs.

➔ C'est donc toute la question de l'emploi, du développement économique du développement des services publics en

milieu rural, ainsi que l'aménagement du territoire, des infrastructures qui est posée !

En quoi sommes-nous concernés en Midi-Pyrénées ?

➔ Bien sûr notre région est limitrophe du Massif Central, plusieurs départements de Midi-Pyrénées connaissent les mêmes caractéristiques et sont confrontées aux mêmes difficultés. La question de l'emploi de son développement est au coeur de nos préoccupations, de nos luttes.

➔ En agissant et en participant à cette manifestation, il s'agit d'intervenir de manière offensive sur ces questions à partir des réalités, des aspirations, des propositions de chaque département, des initiatives déjà engagées de la campagne pour l'emploi solidaire et de lui donner une résonance nationale forte.

C'est la volonté exprimée par les organisations concernées. Notre région, s'inscrit dans cet effort d'ensemble et de mise en convergence de nos préoccupations.

**MANIFESTATION A AURILLAC
16 NOVEMBRE 1996 A 13H00**